

**Art. 6.** La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Nice, le 3 décembre 2005.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

Le Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Le Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative,  
V. VAN QUICKEBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

**Art. 6.** Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin zij is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Nice, 3 december 2005.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,  
V. VAN QUICKEBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2005 — 3604

[S - C - 2005/09962]

**14 DECEMBRE 2005**

**Loi portant suppression des titres au porteur (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° "titres" :

- les actions, parts bénéficiaires, obligations, droits de souscription et certificats émis par des sociétés de droit belge conformément au Code des sociétés;
- les titres de la dette publique tels que énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire;
- tous autres titres émis par une personne de droit belge et incorporant une créance financière à l'égard de l'émetteur.

Les titres suivants ne sont pas considérés comme des titres pour l'application de la présente loi :

- les effets de commerce;
- les obligations au porteur émises exclusivement à l'étranger ou qui sont soumises au droit étranger, sauf pour l'application de l'article 4 de la présente loi;
- les titres visés à l'article 2, 1°, alinéa 1<sup>er</sup>, troisième tiret, lorsqu'ils sont émis exclusivement à l'étranger ou sont soumis au droit étranger, sauf pour l'application de l'article 4 de la présente loi.

2° "émetteur" : la personne qui est le débiteur principal des droits incorporés dans le titre.

3° "marché réglementé" : tout marché réglementé tel que défini dans l'article 2, 3° de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

4° "A.R. n° 62 Coordonné" : l'arrêté royal n° 62 coordonné relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments.

5° "teneur de compte" :

- les teneurs de comptes agréés tels que visés à l'article 468 et suivants du Code des sociétés,
- les affiliés, tels que visés par l'A. R. no. 62 Coordonné,

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2005 — 3604

[S - C - 2005/09962]

**14 DECEMBER 2005**

**Wet houdende afschaffing van de effecten aan toonder (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° "effecten" :

- de aandelen, winstbewijzen, obligaties, warrants en certificaten uitgegeven door vennootschappen naar Belgisch recht overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen;
- de effecten van schulden van de openbare sector als opgesomd in artikel 1 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetaire beleidsinstrumentarium;
- alle andere effecten, uitgegeven door een persoon die onder Belgisch recht ressorteert, en die een financiële schuldvordering op de emittent belichamen.

De volgende effecten worden niet als een effect beschouwd voor de toepassing van deze wet :

- handelseffecten;
- obligaties aan toonder die uitsluitend in het buitenland worden uitgegeven of die beheerst worden door een buitenlands recht, tenzij voor de toepassing van artikel 4 van deze wet;
- effecten als bedoeld in dit artikel 2, 1°, eerste lid, derde streepje, wanneer zij uitsluitend in het buitenland zijn uitgegeven of beheerst worden door een buitenlands recht, tenzij voor de toepassing van artikel 4 van deze wet.

2° "emittent" : de persoon die hoofdschuldenaar is van de in een effect belichaamde rechtenbundel.

3° "gereguleerde markt" : elke gereguleerde markt als bedoeld in artikel 2, 3° van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

4° "Gecoördineerd K.B. nr. 62" : het gecoördineerd koninklijk besluit nr. 62 betreffende de bewaargeving van vervangbare financiële instrumenten en de vereffening van transacties op deze instrumenten.

5° "erkende rekeninghouder" :

- de erkende rekeninghouders zoals bedoeld in artikel 468 e.v. van het Wetboek van vennootschappen,
- de aangesloten leden zoals bedoeld in het Gecoördineerd K.B. nr. 62,

— les établissements qui tiennent des comptes, tels que visés par la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les titres ne peuvent être émis par l'émetteur que sous la forme nominative ou dématérialisée.

§ 2. Le titre, tel que visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, troisième tiret de cette loi, qui est émis sous la forme dématérialisée sur la base du premier paragraphe de cet article, est représenté par une inscription en compte, au nom de son propriétaire ou de son détenteur, auprès de l'émetteur, d'un organisme de liquidation ou d'un membre affilié, au sens de l'A.R. n° 62 Coordonné.

Les émetteurs de droit belge qui ont émis des titres au porteur visés à l'art. 2, 1<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, troisième tiret, de cette loi, doivent prendre les mesures nécessaires pour la détention de la totalité de l'encours de l'émission de tels titres, soit avec un des organismes de liquidation définis à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de l'A.R. n° 62 Coordonné, soit avec un des membres affiliés tels que visés par l'arrêté précité, avant le 31 décembre 2007, sauf si l'émetteur prend lui-même ces titres en dépôt. Les émetteurs de droit belge qui souhaitent émettre de tels titres dématérialisés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 doivent, avant l'émission, prendre les mêmes mesures.

L'émetteur concerné publie sans délai un avis indiquant l'organisme de liquidation ou le membre affilié choisi par lui pour chaque émission de titres. L'avis doit être publié dans le Moniteur beige, dans deux organes de presse de diffusion nationale, dont un en français et un en néerlandais, et, le cas échéant, sur le site internet de l'émetteur. Si l'émetteur est une société, cet avis doit être déposé au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social.

**Art. 4.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les titres au porteur, tels que définis par l'article 2 de cette loi, qui sont inscrits en compte-titres, ainsi que les titres au porteur émis à l'étranger, soumis à un droit étranger, ou émis par un émetteur étranger, ne peuvent faire l'objet d'une délivrance physique en Belgique.

Cette disposition n'est pas applicable à la délivrance d'un titre individuel ou collectif à un organisme de liquidation, un dépositaire ou à une autre institution afin d'en réaliser l'immobilisation.

**Art. 5.** Les titres au porteur suivants qui sont inscrits en compte-titres sont, au 1<sup>er</sup> janvier 2008, convertis de plein droit en titres dématérialisés :

1<sup>o</sup> les titres au porteur visés à l'article 2, 1<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième et troisième tiret de cette loi;

2<sup>o</sup> les titres visés à l'article 460, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés, qui sont cotés sur un marché réglementé.

Ces titres sont, au fur et à mesure de leur inscription en compte-titres à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, également automatiquement convertis en titres dématérialisés.

Aucun frais ne peut être mis, directement ou indirectement, à charge du titulaire du compte en raison de la conversion de plein droit.

**Art. 6.** Les sociétés de droit belge dont les titres visés à l'article 460, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés sont cotés sur un marché réglementé modifient leurs statuts avant le 31 décembre 2007 afin de les mettre en conformité avec cette loi.

Les statuts ainsi modifiés doivent en particulier prévoir que les titres, au sens de l'article 460, alinéa 1<sup>er</sup> du Code des sociétés, qui sont au porteur, déjà émis et inscrits en compte-titres, existent sous forme dématérialisée.

En outre, les sociétés concernées doivent prendre, avant le 31 décembre 2007 les mesures nécessaires avec un organisme de liquidation agréé afin de respecter le prescrit de l'article 468, alinéa 4, du Code des sociétés.

— de instellingen die rekeningen bijhouden bedoeld in de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium.

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Art. 3.** § 1. Vanaf 1 januari 2008, kunnen effecten door de emittent enkel nog uitgegeven worden in de vorm van effecten op naam of gedematerialiseerde effecten.

§ 2. Het effect, zoals bedoeld in artikel 2, lid 1, 1<sup>o</sup>, derde streepje van deze wet, dat op basis van de eerste paragraaf van dit artikel in gedematerialiseerde vorm wordt uitgegeven, wordt vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of de houder, bij de emittent, een vereffeningsinstelling of bij een aangesloten lid, in de zin van het Gecoördineerd K.B. nr. 62.

Emittenten naar Belgisch recht die effecten aan toonder als bedoeld in art. 2, 1<sup>o</sup>, eerste lid, derde streepje, van deze wet hebben uitstaan, dienen vóór 31 december 2007 hetzij met één van de vereffeningsinstellingen gedefinieerd in artikel 1, 1<sup>o</sup> van het Gecoördineerd K.B. nr. 62, hetzij met één van de aangesloten leden zoals bedoeld in het voornoemde besluit de nodige regelingen te treffen voor de aanhouding van de totale omloop van de uitgifte van dergelijke effecten, tenzij de emittent deze effecten zelf in bewaring neemt. Emittenten naar Belgisch recht die vanaf 1 januari 2008 soortgelijke effecten in gedematerialiseerde vorm willen uitgeven dienen voorafgaandelijk aan de uitgifte dezelfde schikkingen te treffen.

De betrokken emittent publiceert zo snel als mogelijk een kennisgeving die de door haar voor elke uitgifte van effecten aangewezen vereffeningsinstelling of aangesloten lid vermeldt. Die kennisgeving moet gepubliceerd worden in het *Belgisch Staatsblad*, in twee persorganen met nationale verspreiding, waarvan één in het Nederlands en één in het Frans, en desgevallend op de webstek van de emittent. Indien de emittent een vennootschap is, moet de kennisgeving gedeponereerd worden bij de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waar de vennootschap haar maatschappelijke zetel heeft.

**Art. 4.** Vanaf 1 januari 2008 mogen effecten aan toonder, zoals gedefinieerd door artikel 2 van deze wet, die zijn ingeschreven op een effectenrekening, alsmede effecten aan toonder, uitgegeven in het buitenland, beheerst door een buitenlands recht, of uitgegeven door een buitenlandse emittent, in België niet feitelijk afgeleverd worden.

Deze bepaling is niet van toepassing op de levering van een individueel of verzameleffect aan een vereffeningsinstelling, een bewaarnemer of een andere instelling teneinde de immobilisering ervan te bewerkstelligen.

**Art. 5.** De volgende effecten aan toonder die op een effectenrekening zijn ingeschreven, worden op 1 januari 2008 van rechtswege omgezet in gedematerialiseerde effecten :

1<sup>o</sup> effecten aan toonder, als bedoeld in artikel 2, 1<sup>o</sup>, eerste lid, tweede en derde streepje van deze wet;

2<sup>o</sup> de effecten als bedoeld in artikel 460, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen, die op een gereglementeerde markt genoteerd zijn.

Dezelfde effecten worden, naarmate zij vanaf 1 januari 2008 op een effectenrekening worden ingeschreven, eveneens automatisch gedematerialiseerd.

Geen enkele kost kan rechtstreeks of onrechtstreeks ten laste van de rekeninghouder worden gelegd voor de omzetting van rechtswege.

**Art. 6.** Vennootschappen naar Belgisch recht, wier effecten als bedoeld in artikel 460, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen, op een gereglementeerde markt genoteerd zijn, wijzigen voor 31 december 2007 hun statuten teneinde deze in overeenstemming te brengen met deze wet.

De aldus gewijzigde statuten dienen in het bijzonder te bepalen dat de reeds uitgegeven effecten, in de zin van artikel 460, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen, die aan toonder zijn en dewelke zich op een effectenrekening bevinden, bestaan in gedematerialiseerde vorm.

Bovendien dienen de betrokken vennootschappen voor 31 december 2007 met een erkende vereffeningsinstelling de nodige regelingen te treffen, teneinde het voorschrift van artikel 468, vierde lid, van het Wetboek van vennootschappen ten uitvoer te brengen.

La société concernée publie sans délai un avis indiquant le ou les organismes de liquidation choisis par elle pour chaque catégorie de titres, sauf si le Roi n'a désigné qu'un organisme de liquidation pour une certaine catégorie de titres. L'avis doit être publié dans le *Moniteur belge*, dans deux organes de presse de diffusion nationale, dont un en français et un en néerlandais, et, le cas échéant, sur le site internet de la société et déposé au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social.

**Art. 7. § 1.** Au plus tard le 31 décembre 2013, les titulaires de titres au porteur émis préalablement à la publication de la présente loi et qui n'ont pas été convertis conformément à l'article 5, demandent leur conversion en titres nominatifs ou en titres dématérialisés, dans les limites des dispositions statutaires ou du cadre légal et réglementaire de l'émission.

§ 2. La conversion en titres nominatifs est demandée auprès de l'émetteur. La demande n'est recevable que si elle est accompagnée du dépôt auprès de l'émetteur des titres dont la conversion est demandée. La conversion s'opère par l'inscription des titres dans les registres prescrits par ou en exécution de la loi. L'inscription dans les registres s'effectue dans les cinq jours ouvrables de la demande.

§ 3. La conversion en titres dématérialisés est demandée auprès d'un teneur de compte agréé ou auprès de l'organisme de liquidation désigné. La demande n'est recevable que si elle est accompagnée du dépôt auprès du teneur de comptes agréé ou de l'organisme de liquidation désigné des titres dont la conversion est demandée. La conversion s'opère par l'inscription en compte des titres.

Le teneur de compte agréé doit, dans les meilleurs délais à dater de leur réception, déposer les titres au porteur auprès de l'organisme de liquidation compétent, sauf dans les cas visés dans les articles 475ter du Code des sociétés et 17 de l'A.R. n° 62 Coordonné.

Le teneur de compte agréé doit, dans les meilleurs délais à dater de leur réception, transmettre à l'émetteur les titres au porteur qu'il reçoit en vertu de l'article 475ter du Code des sociétés afin de permettre l'inscription prévue à l'article 475ter, deuxième alinéa, du Code des sociétés.

L'organisme de liquidation doit, dans les meilleurs délais à dater de leur réception, transmettre les titres au porteur à l'émetteur afin de permettre l'inscription prévue à l'article 468, quatrième alinéa, du Code des sociétés.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Au plus tard le 31 décembre 2012, les titulaires de titres au porteur émis postérieurement à la publication de la présente loi et avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et qui n'ont pas été convertis conformément à l'article 5, demandent leur conversion en titres nominatifs ou en titres dématérialisés dans les limites des dispositions statutaires ou du cadre légal et réglementaire de l'émission.

§ 2. Le deuxième paragraphe de l'article 7 est applicable à la conversion en titres nominatifs.

§ 3. Le troisième paragraphe de l'article 7 est applicable à la conversion en titres dématérialisés.

**Art. 9.** A l'expiration des délais prévus par la présente loi aux articles 7 et 8, les titres au porteur dont la conversion n'a pas été demandée sont convertis de plein droit en titres dématérialisés et sont inscrits en compte-titres par l'émetteur.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, l'émetteur peut décider la conversion en titres nominatifs des titres émis par lui au porteur. La décision doit intervenir au plus tard le jour de l'expiration du délai de conversion applicable aux titres concernés. Les titres sont inscrits dans le registre des titres nominatifs dans le mois de la décision. Lorsque l'émetteur est une société, la décision est publiée conformément à l'article 75 du Code des sociétés.

Jusqu'à ce que le titulaire se manifeste et obtienne l'inscription des titres en son nom, les titres convertis sont inscrits au nom de l'émetteur des titres. Les frais d'ouverture et de tenue du compte sont supportés par l'émetteur.

L'inscription des titres au nom de l'émetteur, faite en exécution du présent article, ne lui confère pas la qualité de propriétaire.

**Art. 10.** L'exercice de tout droit attaché à un titre au porteur dont la conversion n'a pas été demandée conformément aux dispositions de la présente loi, est suspendu jusqu'à ce qu'une personne ayant pu

De betrokken vennootschap publiceert zo snel als mogelijk een kennisgeving die de door haar voor elke categorie van effecten aangewezen vereffeningsinstelling(en) vermeldt, tenzij voor een bepaalde categorie van effecten slechts één vereffeningsinstelling door de Koning is aangewezen. Die kennisgeving moet gepubliceerd worden in het *Belgisch Staatsblad*, in twee persorganen met nationale verspreiding, waarvan één in het Nederlands en één in het Frans, en desgevallend op de webstek van de vennootschap. De kennisgeving moet gedeponereerd worden bij de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waar de vennootschap haar maatschappelijke zetel heeft.

**Art. 7. § 1.** Uiterlijk op 31 december 2013 vragen de rechthebbenden van effecten aan toonder, die zijn uitgegeven voorafgaand aan de bekendmaking van deze wet, en die niet zijn omgezet overeenkomstig artikel 5, hun omzetting aan in effecten op naam of gedematerialiseerde effecten, binnen de beperkingen van de statutaire bepalingen of het rechtskader van de uitgifte.

§ 2. De omzetting in effecten op naam wordt aangevraagd bij de emittent. De aanvraag is slechts ontvankelijk indien de effecten waarvan de omzetting gevraagd wordt, worden overhandigd aan de emittent. De omzetting geschiedt door de inschrijving in de registers voorgeschreven door of krachtens de wet. De inschrijving in het register geschiedt binnen de vijf werkdagen vanaf de aanvraag.

§ 3. De omzetting in gedematerialiseerde effecten wordt aangevraagd bij een erkende rekeninghouder of bij de aangewezen vereffeningsinstelling. De aanvraag is slechts ontvankelijk indien de effecten waarvan de omzetting gevraagd wordt, worden overhandigd aan de erkende rekeninghouder of de vereffeningsinstelling. De omzetting geschiedt door inschrijving van de effecten op rekening.

De erkende rekeninghouder dient de effecten aan toonder, die hij ontvangt, zo snel als mogelijk na de ontvangst te deponeren bij de bevoegde vereffeningsinstelling, tenzij voor de gevallen bedoeld in artikel 475ter van het Wetboek van vennootschappen en artikel 17 van het Gecoördineerde K.B. nr. 62.

De erkende rekeninghouder moet de effecten aan toonder die hij ontvangt in toepassing van artikel 475ter van het Wetboek van vennootschappen zo snel als mogelijk na de ontvangst overhandigen aan de emittent teneinde de inschrijving overeenkomstig 475ter, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen te volbrengen.

De vereffeningsinstelling dient de effecten aan toonder, die zij ontvangt, zo snel als mogelijk na de ontvangst te overhandigen aan de emittent teneinde de inschrijving overeenkomstig artikel 468, vierde lid, van het Wetboek van vennootschappen te volbrengen.

**Art. 8. § 1.** Uiterlijk op 31 december 2012 vragen de rechthebbenden van effecten aan toonder, die zijn uitgegeven na de bekendmaking van deze wet en voor 1 januari 2008, en die niet zijn omgezet overeenkomstig artikel 5, hun omzetting aan in effecten op naam of in gedematerialiseerde effecten, binnen de beperkingen van de statuten of het rechtskader van de uitgifte.

§ 2. De tweede paragraaf van artikel 7 is van toepassing op de omzetting in effecten op naam.

§ 3. De derde paragraaf van artikel 7 is van toepassing op de omzetting in gedematerialiseerde effecten.

**Art. 9.** Bij afloop van de door de artikelen 7 en 8 van deze wet bepaalde termijnen, worden de effecten aan toonder, wier omzetting niet aangevraagd werd, van rechtswege omgezet in gedematerialiseerde effecten en worden zij door de emittent op een effectenrekening ingeschreven.

In afwijking van het vorig lid, kan de emittent beslissen tot de omzetting van de door haar uitgegeven effecten aan toonder in effecten op naam. Deze beslissing wordt genomen uiterlijk op de laatste dag van de omzettingstermijn voor de betrokken effecten. De effecten worden ingeschreven in het register van de effecten op naam binnen de maand volgend op de beslissing. Wanneer de emittent een vennootschap is, wordt de beslissing bekendgemaakt overeenkomstig artikel 75 van het Wetboek van vennootschappen.

Tot de rechthebbende zich bekend maakt en een inschrijving van de effecten op zijn naam verkrijgt, worden de omgezette effecten ingeschreven op naam van de emittent van de effecten. De kosten voor de opening en het houden van de rekening worden gedragen door de emittent.

De inschrijving van de effecten op naam van de emittent overeenkomstig dit artikel, verleent de emittent niet de hoedanigheid van eigenaar.

**Art. 10.** De uitoefening van elk recht, belichaamd in een effect aan toonder, wiens omzetting niet aangevraagd is overeenkomstig de bepalingen van deze wet, wordt opgeschort totdat een persoon, die

valablement établir sa qualité de titulaire demande et obtienne que les titres soient inscrits à son nom dans le registre des titres nominatifs ou sur un compte titres tenu par l'émetteur, un teneur de compte agréé ou un organisme de liquidation.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les titres cotés sur un marché réglementé dont le titulaire reste inconnu sont vendus par l'émetteur sur un marché réglementé.

Cette vente a lieu moyennant publication préalable au *Moniteur belge* et dans deux organes de presse à diffusion nationale, dont un en français et l'autre en néerlandais, d'un avis contenant le texte du présent paragraphe de cet article et invitant le titulaire à faire valoir ses droits sur les titres. La vente ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis et est effectuée dans les 3 mois qui suivent.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, peut fixer les modalités de la vente prévue au présent paragraphe.

L'émetteur peut imputer sur le produit de la vente les frais qu'il a dû exposer en raison de la tenue et la gestion des titres inscrits en compte-titres à son nom par application de l'article 9 et en raison de la conversion de plein droit des titres émis par lui.

Les sommes issues de la vente, déduction faite des frais visés à l'alinéa qui précède, sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations jusqu'à ce qu'une personne ayant pu valablement établir sa qualité de titulaire en demande la restitution.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les titres qui ne sont pas cotés sur un marché réglementé et dont le titulaire ne s'est pas fait connaître sont mis en vente par l'émetteur.

Cette mise en vente a lieu moyennant publication préalable au *Moniteur belge* et dans deux organes de presse à diffusion nationale, dont un en français et l'autre en néerlandais, d'un avis contenant le texte du paragraphe du présent article et invitant le titulaire à faire valoir ses droits sur le titre. La mise en vente ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la publication de l'avis.

L'émetteur peut imputer sur le produit de la vente les frais qu'il a dû exposer en raison de la tenue et de la gestion des titres inscrits en compte-titres en son nom par application de l'article 9 et en raison de la conversion de plein droit des titres émis par lui.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, peut fixer les modalités de la vente prévue au présent paragraphe.

Les sommes issues de la vente, déduction faite de l'imputation visée à l'alinéa qui précède, sont déposées à la Caisse des dépôts et consignations jusqu'à ce qu'une personne ayant pu valablement établir sa qualité de titulaire en demande la restitution.

§ 3. La personne qui demande la restitution des sommes issues de la vente visée aux § 1<sup>er</sup> et § 2 ou des titres qui sont visés au § 4, et qui sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations, est redevable d'une amende calculée par année de retard à partir du 31 décembre 2015.

Le montant de cette amende est, par année de retard, égale à 10 % de la somme ou de la contre-valeur des titres qui font l'objet de la demande en restitution.

Toute année débutée est considérée comme pleine pour le calcul du montant de l'amende.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de calcul de la contre-valeur des titres déposés conformément au § 4, le montant des frais à imputer au titulaire revendant et les modalités de perception de l'amende visée au présent article.

§ 4. Les titres qui ne sont pas vendus conformément à cet article au 30 novembre 2015 sont déposés par l'émetteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. A l'occasion de la perception de cette amende, la Caisse des dépôts et consignations communique aux autorités publiques les données dont elle dispose et qui sont relatives au propriétaire ayant demandé la restitution des sommes issues de la vente visée à l'article 11.

rechtmatig zijn hoedanigheid van rechthebbende heeft kunnen aantonen, aanvraagt en verkrijgt dat zijn effecten worden ingeschreven op zijn naam in het register van effecten op naam of op een effectenrekening gehouden door de emittent, een erkend rekeninghouder of een vereffeningsinstelling.

**Art. 11.** § 1. Vanaf 1 januari 2015 worden de effecten, die genoteerd worden op een gereglemeenteerde markt en wier rechthebbende ongekend is, verkocht door de emittent op een gereglemeenteerde markt.

Deze verkoop heeft plaats na de voorafgaande bekendmaking van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en in twee persorganen met nationale verspreiding, waarvan één in het Nederlands en de andere in het Frans, van een bericht dat de tekst van deze paragraaf van dit artikel bevat en waarin aan de rechthebbende wordt gevraagd zijn rechten op de effecten op te eisen. De verkoop kan pas na het verstrijken van een termijn van een maand te rekenen vanaf de bekendmaking van het bericht geschieden en geschiedt binnen de 3 daaropvolgende maanden.

De Koning kan via een in de Ministerraad overlegd besluit de nadere regels vastleggen van de in deze paragraaf voorziene verkoop.

De emittent kan op de opbrengst van de verkoop de kosten in mindering brengen die hij moest dragen voor het houden en voor het beheer van de effecten ingeschreven op een effectenrekening op zijn naam met toepassing van artikel 9 en voor de omzetting van rechtswege van de door hem uitgegeven effecten.

De opbrengsten die volgen uit de verkoop, na aftrek van de kosten bedoeld in het lid dat voorafgaat, worden gestort bij de Deposito- en Consignatiekas, totdat een persoon die op geldige wijze zijn hoedanigheid van rechthebbende heeft kunnen aantonen, de teruggave ervan vraagt.

§ 2. Vanaf 1 januari 2015 worden de niet op een gereglemeenteerde markt genoteerde effecten waarvan de rechthebbende zich niet heeft doen kennen, door de emittent te koop aangeboden.

Zulks zal geschieden na de voorafgaande bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en in twee persorganen met nationale verspreiding, waarvan één in het Nederlands en de andere in het Frans, van een bericht dat de tekst van deze paragraaf van dit artikel bevat en waarin aan de rechthebbende wordt gevraagd zijn rechten op de effecten op te eisen. Zulks kan slechts geschieden na het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf de bekendmaking van het bericht.

De emittent kan op de opbrengst van de verkoop de kosten in mindering brengen die hij moest dragen voor het houden en voor het beheer van de effecten ingeschreven op een effectenrekening op zijn naam met toepassing van artikel 9 en voor de omzetting van rechtswege van de door hem uitgegeven effecten.

De Koning kan via een in de Ministerraad overlegd besluit de nadere regels vastleggen van de in deze paragraaf voorziene verkoop.

De opbrengsten die volgen uit de verkoop, na aftrek van de kosten bedoeld in het lid dat voorafgaat, worden gestort bij de Deposito- en Consignatiekas, totdat een persoon die op geldige wijze zijn hoedanigheid van rechthebbende heeft kunnen aantonen, de teruggave ervan vraagt.

§ 3. De persoon die de teruggave vraagt van de bedragen afkomstig van de verkoop bedoeld in § 1 en § 2, of van de effecten bedoeld in § 4, die gedeponneerd zijn bij de Deposito- en Consignatiekas, is een boete verschuldigd, berekend per jaar achterstand vanaf 31 december 2015.

Het bedrag van deze boete is, per jaar achterstand, gelijk aan 10 % van het bedrag of van de tegenwaarde van de effecten die het onderwerp zijn van de vraag om teruggave.

Elk begonnen jaar wordt beschouwd als een volledig jaar voor het berekenen van het bedrag van de boete.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze van berekening van de tegenwaarde van de effecten gestort overeenkomstig § 4, het bedrag van de kosten op te leggen aan de houder die de eis indient, alsmede de wijze waarop de boete bedoeld in dit lid wordt geïnd.

§ 4. De effecten die op 30 november 2015 niet overeenkomstig dit artikel verkocht zijn, worden door de emittent bij de Deposito- en Consignatiekas gestort.

**Art. 12.** § 1. Bij het ontvangen van deze boete deelt de Deposito- en Consignatiekas aan de publieke overheden de gegevens mee waarover ze beschikt, met betrekking tot de eigenaar die de teruggave heeft gevraagd van de bedragen die volgen uit de verkoop volgens artikel 11.

§ 2. Le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, désigne les autorités publiques visées au paragraphe 1<sup>er</sup> et fixe les modalités selon lesquelles la communication auprès des autorités publiques doit s'opérer.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut modifier et/ou abroger tout ou partie des lois qui contiennent des dispositions relatives aux titres au porteur afin d'assurer leur concordance avec la présente loi.

§ 2. En matière de dette de l'Etat fédéral, le Roi est autorisé à :

1° modifier les lois et conventions soumises au droit belge constituant des conventions d'emprunt qui sont représentées, en tout ou en partie, par des titres au porteur afin de permettre la dématérialisation de ces emprunts, au plus tard le 31 décembre 2012 ou le 31 décembre 2013, selon le cas;

2° établir des exceptions aux dispositions de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la présente loi, si :

a) les conditions particulières d'émission de l'emprunt rendent la suppression des titres au porteur représentatifs de ce dernier techniquement impossible; ou

b) les emprunts sont exclusivement émis à l'étranger ou sous le régime d'un droit étranger.

§ 3. Les autres émetteurs de droit public prennent, les cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour se conformer à la loi.

**Art. 14.** La violation des articles 3, 4, 6 et 11, § 4, est sanctionnée d'une amende de 200 à 100.000 euros. Les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punissables en vertu de cette disposition.

#### CHAPITRE II. — Modifications du Code des sociétés

**Art. 15.** L'article 453, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du Code des sociétés, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° La forme des titres prévus à l'article 460 ainsi que les dispositions relatives à leur conversion dans la mesure où elles diffèrent de celles que la loi fixe; ».

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. L'article 460, alinéa 2, du même Code, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ces titres sont nominatifs ou dématérialisés. »

§ 2. L'article 460 du même Code, est complété par l'alinéa suivant :

« Les obligations émises exclusivement à l'étranger ou qui sont soumises au droit étranger, peuvent cependant prendre la forme de titres individuels ou collectifs au porteur. »

**Art. 17.** L'article 462 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Les propriétaires de titres au porteur ou dématérialisés peuvent, à tout moment, en demander la conversion, à leurs frais, en titres nominatifs. »

**Art. 18.** A l'article 463 du même du Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° après le premier alinéa, l'alinéa suivant est inséré : « L'assemblée générale des actionnaires peut décider que le registre est tenu sous la forme électronique. Le Roi peut déterminer les conditions auxquelles le registre électronique doit satisfaire. »;

2° l'alinéa 3, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° les transferts ou transmissions avec leur date et la conversion des actions nominatives en actions dématérialisées, si les statuts l'autorisent; »;

3° l'alinéa 4, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° les transferts ou transmissions avec leur date et la conversion des parts bénéficiaires nominatives en parts dématérialisées, si les statuts l'autorisent; ».

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. L'article 466 du Code des sociétés est complété par un sixième alinéa, rédigé comme suit : « Les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables aux titres collectifs prenant la forme de certificats globaux déposés auprès d'un organisme de liquidation en attente de l'impression des titres au porteur qu'ils représentent. Le nombre de titres au porteur représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable. »

§ 2. Via een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, bepaalt de Koning de publieke overheden bedoeld in de eerste paragraaf en legt Hij de nadere regels vast volgens welke de mededeling bij de publieke overheden moet gebeuren.

**Art. 13.** § 1. De Koning kan de wetten die bepalingen bevatten inzake de effecten aan toonder volledig of gedeeltelijk wijzigen en/of opheffen teneinde de overeenstemming ervan met deze wet te bewerkstelligen.

§ 2. Met betrekking tot de schuld van de Federale Staat, is de Koning gemachtigd om :

1° wijzigingen aan te brengen in de wetten en overeenkomsten van Belgisch recht die leningsovereenkomsten vormen die volledig of gedeeltelijk worden vertegenwoordigd door effecten aan toonder, teneinde de dematerialisering van deze leningen mogelijk te maken, uiterlijk op 31 december 2012 of 31 december 2013, naargelang van het geval;

2° te voorzien in uitzonderingen op het bepaalde in artikel 3, eerste lid, van deze wet, ingeval :

a) de bijzondere voorwaarden inzake de uitgifte van de lening ertoe leiden dat de opheffing van de effecten aan toonder die de lening belichamen, onmogelijk is; of

b) de leningen uitsluitend zijn uitgegeven in het buitenland of onder een stelsel van buitenlands recht.

§ 3. De andere publiekrechtelijke emittenten nemen in voorkomend geval alle maatregelen die nodig zijn om zich te gedragen naar de wet.

**Art. 14.** De overtreding van de artikelen 3, 4, 6 en 11, § 4, wordt gestraft met een geldboete van 200 tot 100.000 euro. De voorschriften van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de misdrijven die door dit artikel worden gestraft.

#### HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het Wetboek van vennootschappen

**Art. 15.** Artikel 453, eerste lid, 5°, van het Wetboek van vennootschappen wordt vervangen als volgt :

« 5° De vorm van de effecten als bedoeld in artikel 460, alsmede de bepalingen inzake omwisseling voor zover zij verschillen van die waarin de wet voorziet; ».

**Art. 16.** § 1. Artikel 460, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Deze effecten zijn op naam of gedematerialiseerd. »

§ 2. Artikel 460 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Obligaties die uitsluitend in het buitenland worden uitgegeven of die beheerst worden door een buitenlands recht kunnen evenwel de vorm aannemen van individuele of verzameleffecten aan toonder. »

**Art. 17.** Artikel 462 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De eigenaars van effecten aan toonder of gedematerialiseerde effecten kunnen te allen tijde vragen dat deze op hun kosten worden omgezet in effecten op naam. »

**Art. 18.** In artikel 463 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na het eerste lid wordt het volgende lid ingevoegd : « De algemene vergadering van aandeelhouders kan beslissen dat het register wordt aangehouden in elektronische vorm. De Koning kan voorwaarden opleggen aan dewelke het elektronische register dient te voldoen. »;

2° het derde lid, 3°, wordt vervangen als volgt :

« 3° de overgangen of overdrachten met hun datum en de omzetting van aandelen op naam in gedematerialiseerde aandelen, indien de statuten het toelaten; »;

3° het vierde lid, 4°, wordt vervangen als volgt :

« 4° de overgangen of overdrachten met hun datum en de omzetting van winstbewijzen op naam in gedematerialiseerde winstbewijzen voor zover de statuten omzetting toelaten; ».

**Art. 19.** § 1. Artikel 466 van het Wetboek van vennootschappen wordt aangevuld met een zesde lid, als volgt : « Het tweede en het derde lid zijn niet van toepassing op verzameleffecten die de vorm aannemen van globale certificaten, neergelegd bij een vereffeningstelling, in afwachting van het drukken van de effecten aan toonder die ze vertegenwoordigen. Het aantal effecten aan toonder vertegenwoordigd door deze certificaten dient bepaald of bepaalbaar te zijn. »

§ 2. A l'article 466 du même Code, les alinéas 2 et 4 sont abrogés et le sixième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« L'alinéa 2 n'est pas applicable aux titres d'obligations collectifs prenant la forme de certificats globaux déposés auprès d'un organisme de liquidation en attente de l'impression des titres au porteur qu'ils représentent. Le nombre de titres au porteur représentés par ces certificats doit être déterminé ou déterminable. »

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. L'article 468, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte, au nom de son propriétaire ou de son détenteur, auprès d'un organisme de liquidation ou d'un teneur de comptes agréé. »

§ 2. L'article 468, alinéa 3, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi désigne par catégorie de titres les organismes de liquidation chargés d'assurer la conservation des titres dématérialisés et la liquidation des transactions sur de tels titres. Il agréé les teneurs de comptes en Belgique de manière individuelle ou de manière générale par catégorie d'établissements, en fonction de leur activité. »

§ 3. L'article 468 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« La Commission bancaire, financière et des Assurances est chargée de contrôler le respect, par les teneurs de comptes agréés, des règles prévues par ou en vertu de la présente section. Pour l'exercice de ce contrôle, pour l'imposition de sanctions administratives et pour la prise d'autres mesures à l'égard des teneurs de comptes agréés, la Commission bancaire, financière et des Assurances :

1° utilise, s'agissant d'établissements de crédit, les compétences qui lui ont été attribuées par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

2° utilise, s'agissant d'entreprises d'investissement, les compétences qui lui ont été attribuées par la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements;

3° utilise, s'agissant d'organismes de compensation et de liquidation, les compétences qui lui ont été attribuées par la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Les dispositions correspondantes qui sanctionnent pénalement la violation des dispositions précitées sont d'application. »

**Art. 21.** Un article 475*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Les articles 2279 et 2280 du Code civil sont applicables aux titres dématérialisés visés dans cette section. »

**Art. 22.** Un article 475*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Sauf pour les titres cotés sur un marché réglementé, les dispositions de cette section sont applicables aux titres dématérialisés, pour autant que le titulaire d'un compte-titres a donné son accord et sans que le teneur de compte soit tenu de les verser à l'organisme de liquidation.

Le teneur de compte inscrit à son nom dans le registre des titres nominatifs les titres dématérialisés en circulation à tout moment, par émission de titres.

La totalité de l'encours d'une émission de titres dématérialisés d'un émetteur ne peut être inscrite dans le registre nominatif qu'au nom d'un seul teneur de compte.

L'inscription de titres en compte confère dans ce cas un droit de copropriété, de nature incorporelle, sur l'universalité des titres de la même émission inscrits au nom de l'organisme de liquidation dans le registre des titres nominatifs. »

**Art. 23.** A l'article 478 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« Les actions collectives prenant la forme de certificats globaux déposés auprès d'un organisme de liquidation en attente de l'impression des actions au porteur qu'elles représentent ne doivent pas porter de numéro d'ordre et les numéros des actions au porteur représentées par ces certificats ne doivent pas se suivre. »;

§ 2. In artikel 466 van hetzelfde Wetboek worden het tweede en vierde lid opgeheven en wordt het zesde lid vervangen als volgt :

« Het tweede lid is niet van toepassing op verzamelobligaties die de vorm aannemen van globale certificaten, neergelegd bij een vereffeningsinstelling in afwachting van het drukken van de obligaties aan toonder die ze vertegenwoordigen. Het aantal obligaties aan toonder vertegenwoordigd door deze certificaten dient bepaald of bepaalbaar te zijn. »

**Art. 20.** § 1. In artikel 468 van hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het gedematerialiseerde effect wordt vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of de houder, bij een vereffeningsinstelling of bij een erkende rekeninghouder. »

§ 2. In artikel 468 van hetzelfde Wetboek wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De Koning wijst per categorie van effecten de vereffeningsinstellingen aan die belast worden met de aanhouding van gedematerialiseerde effecten en de vereffening van transacties op dergelijke effecten. Hij erkent de rekeninghouders in België, op individuele wijze of op algemene wijze, per categorie van instellingen, naargelang van hun bedrijvigheid. »

§ 3. Artikel 468 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen is belast met het toezicht op de naleving door de erkende rekeninghouders van de regels bepaald door of krachtens deze afdeling. Voor de uitoefening van dit toezicht, voor het opleggen van bestuursrechtelijke sancties en voor het treffen van andere maatregelen ten overstaan van de erkende rekeninghouders maakt de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen :

1° ten aanzien van kredietinstellingen gebruik van de bevoegdheden die haar worden toegekend door de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

2° ten aanzien van beleggingsondernemingen gebruik van de bevoegdheden die haar werden toegekend door de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs;

3° ten aanzien van verrekenings- en vereffeningsinstellingen gebruik van de bevoegdheden die haar werden toegekend door de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

De daarmee overeenstemmende bepalingen die de niet-naleving van voornoemde bepalingen bestraffen zijn van toepassing. »

**Art. 21.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 475*bis* ingevoegd, luidend :

« De artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de gedematerialiseerde effecten waarvan sprake in deze afdeling. »

**Art. 22.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 475*ter* ingevoegd, luidend :

« Tenzij voor effecten genoteerd op een gereglementeerde markt, gelden de bepalingen van deze afdeling voor gedematerialiseerde effecten, mits de titularis van een effectenrekening daarmee heeft ingestemd, ook zonder dat de rekeninghouder deze effecten moet storten bij een vereffeningsinstelling.

De rekeninghouder schrijft de op elk ogenblik in omloop zijnde gedematerialiseerde effecten, per uitgifte van effecten, in op zijn naam in het register van de effecten op naam.

De gehele omloop van een uitgifte van gedematerialiseerde effecten van een emittent kan slechts op naam van één rekeninghouder in het register van de effecten op naam worden ingeschreven.

De boeking op rekening van effecten vestigt in dat geval een onlichamelijk recht van mede-eigendom op de universaliteit van effecten van dezelfde uitgifte die op naam van de rekeninghouder zijn ingeschreven in het register van effecten op naam. »

**Art. 23.** In artikel 478 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« De verzamelaandelen die, in afwachting van het drukken van de aandelen aan toonder die ze vertegenwoordigen, de vorm aannemen van globale certificaten, neergelegd bij een vereffeningsinstelling dienen geen volgnummer te dragen en de nummers van de aandelen aan toonder vertegenwoordigd door deze certificaten dienen elkaar niet op te volgen. »;

2° Les alinéas 1 à 3 du § 1<sup>er</sup> sont abrogés;

3° Au § 2, les mots "au porteur" sont supprimés.

**Art. 24.** L'article 486 du même Code, est complété comme suit :

« Les obligations collectives prenant la forme de certificats globaux déposés auprès d'un organisme de liquidation en attente de l'impression des obligations au porteur qu'elles représentent ne doivent pas porter de numéro d'ordre et les numéros des obligations au porteur représentées par ces certificats ne doivent pas se suivre. »

**Art. 25.** A l'article 503, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° la deuxième phrase du premier alinéa est remplacée par la disposition suivante : « Ces certificats peuvent revêtir la forme nominative ou la forme dématérialisée. » ;

2° la troisième phrase du premier alinéa est supprimée;

3° dans la troisième phrase du troisième alinéa les mots "titres au porteur" sont remplacés par "titres dématérialisés".

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. L'article 504, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, est modifié comme suit :

« La cession des titres nominatifs s'opère par une déclaration de transfert inscrite dans le registre relatif à ces titres, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir.

Si le registre est tenu sous la forme électronique, la déclaration de transfert peut prendre la forme électronique et être revêtue d'une signature électronique avancée réalisée sur la base d'un certificat qualifié attestant de l'identité du cédant et du cessionnaire et conçue au moyen d'un dispositif sécurisé de création de signature électronique, en conformité avec la législation applicable.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire dans le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire. »

§ 2. L'article 504, alinéa 2, du même Code, est abrogé.

**Art. 27.** A l'article 508, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, la troisième et la quatrième phrase sont supprimées.

**Art. 28.** L'article 510, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Les statuts, les actes authentiques d'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription et toutes autres conventions peuvent limiter la cessibilité entre vifs ou la transmissibilité à cause de mort des actions nominatives ou des actions dématérialisées, des droits de souscription ou de tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions, en ce compris les obligations convertibles, les obligations avec droit de souscription ou les obligations remboursables en actions. »

**Art. 29.** A l'article 513, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1, alinéa 2, la deuxième phrase est supprimée.

2° au § 2, alinéa 2, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Les titres dématérialisés dont le propriétaire a fait savoir qu'il refusait de se défaire sont convertis de plein droit en titres nominatifs et sont inscrits au registre des titres nominatifs par l'émetteur. »

3° au § 2, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 30.** A l'article 536, alinéa 2, du même Code, les mots "soit au dépôt des actions au porteur," sont supprimés.

**Art. 31.** A l'article 571, alinéa 2, du même Code, les mots "soit au dépôt des obligations au porteur," sont supprimés.

2° in § 1 worden het eerste tot het derde lid opgeheven;

3° in § 2 vervallen de woorden "aan toonder".

**Art. 24.** Artikel 486 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld als volgt :

« De verzamelobligaties die, in afwachting van het drukken van de obligaties aan toonder die ze vertegenwoordigen, de vorm aannemen van globale certificaten, neergelegd bij een vereffeningstelling dienen geen volgnummer te dragen en de nummers van de obligaties aan toonder vertegenwoordigd door deze certificaten dienen elkaar niet op te volgen. »

**Art. 25.** In artikel 503, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tweede zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het kan hierbij gaan om certificaten op naam of om gedematerialiseerde certificaten. »

2° de derde zin van het eerste lid wordt opgeheven;

3° in de derde zin van het derde lid worden de woorden "effecten aan toonder" vervangen door "gedematerialiseerde effecten".

**Art. 26.** § 1. Artikel 504, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De overdracht van effecten op naam geschiedt door een verklaring van overdracht, ingeschreven in het register van de betrokken effecten en gedagtekend en ondertekend door de overdrager en de overnemer of door hun gevolmachtigden.

Indien het register in elektronische vorm wordt aangehouden, kan de verklaring van overdracht een elektronische vorm aannemen en ondertekend worden met een geavanceerde elektronische handtekening, afgeleverd op basis van een gekwalificeerd certificaat dat de identiteit van de overdrager en de overnemer vaststelt en is opgemaakt voor het veilig aannemen van een elektronische handtekening, overeenkomstig de terzake geldende wetgeving.

Het staat de vennootschap vrij een overdracht te erkennen en in het register in te schrijven, waarvan zij het bewijs vindt in de brieven of andere bescheiden waaruit de toestemming van de overdrager en van de overnemer blijkt. »

§ 2. In artikel 504 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 27.** In artikel 508, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de derde en vierde zin opgeheven.

**Art. 28.** Artikel 510, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De statuten, de authentieke akten betreffende de uitgifte van converteerbare obligaties of van warrants en alle andere overeenkomsten kunnen perken stellen aan de overdraagbaarheid, onder de levenden of bij overlijden, van aandelen op naam of gedematerialiseerde aandelen, van warrants of van alle andere effecten die recht geven op de verkrijging van aandelen, daaronder begrepen de converteerbare obligaties, de obligaties met voorkeurrecht of de in aandelen terugbetaalbare obligaties. »

**Art. 29.** In artikel 513 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, wordt de tweede zin opgeheven.

2° in § 2, tweede lid, wordt de tweede zin vervangen als volgt :

« De gedematerialiseerde effecten waarvan de eigenaar te kennen heeft gegeven dat hij er geen afstand van wenst te doen, worden van rechtswege omgezet in effecten op naam en worden door de emittent ingeschreven in het register van de effecten op naam. »

3° in § 2 wordt het derde lid opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 536, tweede lid, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "hetzij op grond van de neerlegging van de aandelen aan toonder,".

**Art. 31.** In artikel 571, tweede lid, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "hetzij op grond van de neerlegging van de obligaties aan toonder,".

**Art. 32.** L'article 651, 1° et 2°, du même Code est abrogé.

### CHAPITRE III. — *Modifications diverses*

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 62 coordonné relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments est remplacé par la disposition suivante :

« La Banque Nationale de Belgique, le dépositaire central et ses affiliés peuvent recevoir en dépôt sous le bénéfice des dispositions du présent arrêté tous instruments financiers visés à l'article 2, 1°, de la loi précitée du 2 août 2002, qu'il s'agisse de titres matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, de droit belge ou étranger, quelle que soit la forme sous laquelle ces titres sont émis selon le droit qui les régit. »

§ 2. Un article 19, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Les articles 2279 et 2280 du Code civil sont applicables aux instruments financiers détenus sous le régime du même arrêté. »

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1<sup>er</sup>. La dette de l'Etat, des Communautés, des Régions, des provinces, des communes, des autres collectivités publiques, des établissements publics, des organismes d'intérêt public et de la Banque Nationale de Belgique, ainsi que des autres personnes que le Roi assimile, pour l'application de la présente loi, aux personnes du secteur public précitées, est représentée par :

1° des inscriptions nominatives dans un grand-livre de la dette de l'émetteur,

2° des titres dématérialisés qui sont exclusivement inscrits en compte;

3° des titres au porteur individuels ou collectifs, pour autant qu'ils soient exclusivement émis à l'étranger ou soumis à un droit étranger.

L'arrêté d'émission ou la convention d'emprunt détermine la forme ou les formes des titres représentatifs de la dette.

Si l'arrêté d'émission ou la convention d'emprunt prévoit spécialement la forme des titres dématérialisés, les titres de l'emprunt peuvent uniquement être inscrits en compte et transférés de compte à compte sous cette forme. »

§ 2. Un article 14, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre 1<sup>er</sup> de la même loi :

« Les articles 2279 et 2280 du Code civil sont applicables aux titres dématérialisés de la dette publique. »

§ 3. Sans préjudice des dispositions de la présente loi portant suppression des titres au porteur, les titres au porteur de la dette publique qui sont en circulation au jour de l'entrée en vigueur du présent article conservent entièrement leur valeur et validité.

**Art. 35.** L'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt est remplacé par la disposition suivante :

« Les billets de trésorerie et certificats de dépôt sont représentatifs d'un droit de créance. Ils sont créés pour une durée déterminée et ont la forme de titres nominatifs ou de titres dématérialisés qui sont exclusivement inscrits en compte. »

**Art. 36.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt, le nombre "12" est remplacé par "14".

**Art. 37.** L'article 7 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique est complété par l'alinéa suivant :

« L'article 8 de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières est applicable aux créances que la Banque prend en gage pour couvrir ses opérations de crédit. »

**Art. 38.** Les articles 19 et 35 de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres sont abrogés.

**Art. 32.** Artikel 651, 1° en 2°, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

### HOOFDSTUK III. — *Overige wijzigingen*

**Art. 33.** § 1. In het gecoördineerde koninklijk besluit nr. 62 betreffende de bewaargeving van vervangbare financiële instrumenten en de vereffening van transacties op deze instrumenten wordt artikel 2, eerste lid, vervangen door de volgende bepaling :

« De Nationale Bank van België, de centrale depositaris en zijn aangesloten leden mogen onder het voordeel van de bepalingen van huidig besluit alle financiële instrumenten bedoeld in artikel 2, 1°, van voornoemde wet van 2 augustus 2002 in deposito ontvangen, ongeacht of het gaat om gematerialiseerde of gedematerialiseerde effecten, effecten aan toonder, aan order of op naam, naar Belgisch of naar buitenlands recht, welke ook de vorm weze waaronder deze effecten volgens de op hen toepasbare wet worden uitgegeven. »

§ 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 19 ingevoegd, luidende :

« De artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de financiële instrumenten die onder het stelsel van dit besluit worden aangehouden. »

**Art. 34.** § 1. Artikel 1 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium wordt vervangen als volgt :

« Art. 1. De staatsschuld, de schuld van Gemeenschappen, Gewesten, provincies, gemeenten, andere openbare lichamen, openbare instellingen, instellingen van openbaar nut en van de Nationale Bank van België alsook van andere personen die de Koning voor de toepassing van deze wet gelijkstelt met bovenvermelde personen van de openbare sector, is belichaamd in :

1° op naam gestelde inschrijvingen op een grootboek van de schuld van de emittent;

2° gedematerialiseerde effecten die uitsluitend op rekening zijn geboekt;

3° individuele of verzameleffecten aan toonder, voorzover zij uitsluitend in het buitenland worden uitgegeven of beheerst worden door een buitenlands recht.

Het uitgiftebesluit of de leningsovereenkomst bepaalt de vorm of vormen van de effecten waarin de schuld is belichaamd.

Indien het uitgiftebesluit of de leningsovereenkomst inzonderheid de vorm voorziet van gedematerialiseerde effecten, mogen de effecten van de lening slechts in die vorm op rekening geboekt worden en overgeschreven worden van rekening naar rekening. »

§ 2. In dezelfde wet wordt een artikel 14, dat deel uitmaakt van het hoofdstuk 1, ingevoegd, luidende :

« De artikelen 2279 en 2280 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de gedematerialiseerde effecten van de overheids-schuld. »

§ 3. Onverminderd de bepalingen van de onderhavige wet houdende afschaffing van de effecten aan toonder, behouden de effecten aan toonder van overheidsschuld, die op de datum van inwerkingtreding van dit artikel in omloop zijn, ten volle hun waarde en rechtsgeldigheid.

**Art. 35.** Artikel 1, § 1, derde lid van de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen, wordt vervangen als volgt :

« De thesauriebewijzen en depositobewijzen belichamen een schuld-vordering. Zij worden gecreëerd voor een bepaalde duur en hebben de vorm van effecten op naam of van gedematerialiseerde effecten, die uitsluitend op rekening zijn geboekt. »

**Art. 36.** In artikel 7, § 1, van de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen wordt het nummer "12" vervangen door "14".

**Art. 37.** In artikel 7 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organieke statuut van de Nationale Bank van België wordt een lid toegevoegd, luidende :

« Artikel 8 van de wet van 15 december 2004 betreffende de financiële zekerheden is van toepassing op de schuldvorderingen die de bank in pand neemt ter dekking van haar kredietoperaties. »

**Art. 38.** In de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels worden de artikelen 19 en 35 opgeheven.



**Art. 39.** L'article 8, § 3, de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres est modifiée comme suit :

« Une sûreté au sens du présent article est tout gage, toute opération de cession-rétrocession ou de transfert de propriété à titre de garantie, ou toute autre forme de garantie analogue ou tout privilège spécial portant sur des actifs réalisables (y compris de l'argent et des créances), organisé par le droit belge ou par un droit étranger, en faveur de participants ou conclu en faveur d'une banque centrale d'un Etat membre de l'Union européenne ou de la Banque centrale européenne pour leurs opérations de banques centrales avec une contrepartie. »

#### CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

**Art. 40.** Les articles 1<sup>er</sup> à 15, 17, 18, 1<sup>o</sup>, 19, § 1<sup>er</sup>, 20 à 22, 23, 1<sup>o</sup>, 24, 26, § 1<sup>er</sup>, 32, 33, 34, § 2, 36 à 39 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Les articles 16, 18, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, 19, § 2, 23, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, 25, 26, § 2, 27 à 31, et 35 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de l'article 34, § 1<sup>er</sup> et § 3.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

#### Notes

( 1 ) Doc 51 1974/ (2004/2005) :

001 : Projet de loi.

002 : Amendements.

003 : Rapport.

004 : Texte corrigé par la Commission.

005 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

*Compte rendu intégral* :

17 novembre 2005.

3-1435/1 Projet non évoqué par le Sénat.

**Art. 39.** Artikel 8, § 3, van de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen wordt vervangen als volgt :

« Een zekerheid in de zin van dit artikel is ieder pand, cessie-retrocessieoperatie, eigendomsoverdracht tot zekerheid of elke analoge waarborg of ieder bijzonder voorrecht op alle realiseerbare activa (met inbegrip van geld en schuldvorderingen), beheerst door het Belgisch of een buitenlands recht, ten gunste van deelnemers of gesloten ten gunste van een centrale bank van een lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Centrale Bank voor hun centrale-bankoperaties met een tegenpartij. »

#### HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

**Art. 40.** De artikelen 1 tot 15, 17, 18, 1<sup>o</sup>, 19, § 1, 20 tot 22, 23, 1<sup>o</sup>, 24, 26, § 1, 32, 33, 34, § 2, 36 tot 39 treden in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

De artikelen 16, 18, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, 19, § 2, 23, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, 25, 26, § 2, 27 tot 31, en 35 treden in werking op 1 januari 2014.

De Koning bepaalt de inwerkingtreding van artikel 34, § 1 en § 3.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

#### Nota's

(1) Doc 51 1974/ (2004/2005) :

001 : Wetsontwerp.

002 : Amendementen.

003 : Verslag.

004 : Tekst verbeterd door de Commissie.

005 : Tekst aangenomen in plenaire zitting en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

*Integraal verslag* :

17 november 2005.

3-1435/1 Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2005 — 3605

[C — 2005/21178]

**20 DECEMBRE 2005.** — Arrêté ministériel adaptant certains montants dans l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux

Le Premier Ministre,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 64, § 2;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux, notamment les articles 1<sup>er</sup>, § 2, 22, § 2, 43, § 2 modifiés par l'arrêté royal du 25 mars 1999 et les arrêtés ministériels des 8 février 2000, 4 décembre 2001 et 17 décembre 2003;

Vu l'avis de la Commission des marchés publics, donné le 12 décembre 2005;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2005 — 3605

[C — 2005/21178]

**20 DECEMBER 2005.** — Ministerieel besluit tot wijziging van sommige bedragen in het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten

De Eerste Minister,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 64, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten, inzonderheid op de artikelen 1, § 2, 22, § 2, en 43, § 2, gewijzigd door het koninklijk besluit van 25 maart 1999 en de ministeriële besluiten van 8 februari 2000, van 4 december 2001 en van 17 december 2003;

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten, gegeven op 12 december 2005;